Chapitre de livre

2021

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

La Crimée

Amacher, Korine

How to cite

AMACHER, Korine. La Crimée. In: Histoire partagée, mémoires divisées : Ukraine, Russie, Pologne. Amacher, K., Aunoble, E. & Portnov, A. (Ed.). Lausanne : Antipodes, 2021. p. 67–82. (Histoire)

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:181526>

HISTOIRE PARTAGÉE MÉMOIRES DIVISÉES

UKRAINE
RUSSIE
POLOGNE

Sous la direction de
Korine Amacher,
Éric Aunoble et
Andrii Portnov

LA CRIMÉE

KORINE AMACHER

La Crimée, petite péninsule du sud de l'Ukraine qui s'avance dans la mer Noire, rattachée au continent par l'étroit isthme de Perekop, a été le foyer de nombreux peuples et une terre de tout temps convoitée par ses voisins. Intégrée au monde gréco-romain, puis byzantin, ouverte par le nord aux peuples nomades des steppes, puis conquise par les Mongols au XIII^e siècle, la Crimée est devenue un important État tatar au début du XV^e siècle, avant d'être annexée par l'Empire russe en 1783. Elle a ensuite partagé le destin de la Russie impériale, puis celui de l'URSS. Après avoir fait partie de l'Ukraine depuis l'indépendance de cette dernière en 1991, elle est intégrée à la Russie en 2014 après un référendum non reconnu par la majorité de la communauté internationale. Aujourd'hui, la Crimée est un territoire disputé. Elle est aussi un lieu de mémoire.

DE LA TAURIDE À LA HORDE D'OR

Durant l'Antiquité, la Crimée porte le nom de Tauride, du nom de ses habitants, les Taures, qui résident dans la partie méridionale de la péninsule. Plus au nord, les régions steppiques sont ouvertes aux peuples nomades, alors que dès le VI^e siècle av. J.-C., des colonies grecques sont fondées sur les côtes de la Crimée : Théodosie au sud-est, puis Chersonèse (ou Cherson) au sud-ouest. Entre le III^e siècle et le I^{er} siècle avant J.-C., la région passe sous le contrôle du royaume hellénistique du Pont puis sous protectorat romain. Le sud de la péninsule demeure longtemps gréco-romaine, puis passe au VI^e siècle sous le contrôle byzantin. Les relations entre les pouvoirs gréco-romain puis byzantin et les différents peuples nomades qui, jusqu'au XII^e siècle, se succèdent dans le reste de la péninsule, sont complexes, faites d'alliances et de conflits. Après la

prise de Constantinople par les Croisés en 1204, le sud de la Crimée dépend de l'Empire de Trébizonde, jusqu'à ce que la Crimée soit conquise par les Mongols en 1238-1239. La Horde d'Or, cet État né du partage de l'Empire mongol, domine désormais un immense territoire en Europe orientale, dont la Crimée. La domination mongole n'empêche toutefois pas l'installation de colonies vénitiennes et génoises au XIII^e siècle au sud de la péninsule. En 1380, le chef mongol Mamaï, vaincu lors de la bataille de Koulikovo, près du Don, par le grand-prince de Moscou Dimitri, puis peu après par Tokhtamysh, khan de la Horde Blanche, est assassiné par des commerçants génois en Crimée, où il s'est réfugié. Le morcellement de la Horde d'Or, affaiblie par des conflits internes, semble dès lors inéluctable, et au XV^e siècle, trois États revendiquant leur indépendance et dirigés par des princes gengiskhanides sont créés sur son territoire : les khanats de Crimée (1428-1430), de Kazan (1438) et d'Astrakhan (1466).

LE KHANAT DE CRIMÉE SOUS « PROTECTION » OTTOMANE

Le khanat de Crimée, dont le pouvoir s'exerce sur les hordes nomades du nord et de l'est de la mer Noire, maîtrise le nord de la péninsule. Au sud de celle-ci, les Génois se maintiennent en payant un tribut aux Tatars. Toutefois, en 1475, les Turcs ottomans, maîtres de Constantinople depuis 1453, débarquent en Crimée, détruisent les colonies génoises, mettant ainsi fin à deux siècles de présence italienne en Crimée, et placent le khanat sous leur protectorat. Quant à la Horde d'Or, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même, elle disparaît en 1502 lorsque les Tatars de Crimée prennent Saraï, sa capitale, et la détruisent.

Le khanat de Crimée a dorénavant deux voisins puissants : l'Empire ottoman d'une part, qui le protège certes, mais qui se mêle de ses affaires intérieures, et auquel les Tatars doivent apporter leur concours militaire. C'est aussi le sultan qui accorde l'investiture aux khans, qui tenteront plusieurs fois de s'affranchir de cette tutelle ; la Moscovie d'autre part, avec laquelle le khanat de Crimée se dispute les anciens territoires de la Horde d'Or. Les khanats de Kazan et d'Astrakhan sont finalement conquis par le tsar Ivan IV dit le Terrible en 1552 et 1556, et malgré un raid dévastateur mené par le khan de Crimée contre Moscou en 1571, la Volga reste définitivement aux mains des Russes.

Les Tatars de Crimée sont néanmoins redoutables dans les steppes d'Ukraine, où ils se heurtent aux cosaques des confins polonais et russes : en 1637, les cosaques du Don occupent la forteresse ottomane d'Azov, près de l'embouchure du Don, que les Tatars reprennent en 1641 au nom du sultan. Quant aux cosaques zaporogues*, installés le long du cours du Dniepr, ils mènent de leur propre chef des raids contre les Tatars et les Ottomans. Si la République polono-lituanienne* veut contrôler les cosaques zaporogues afin d'éviter une guerre avec les Ottomans, elle sollicite néanmoins leur aide : en 1621, à Khotyn (Ukraine actuelle), les cosaques contribuent à la victoire polonaise contre les Tatars et les Ottomans. Souvent ennemis des Tatars, les cosaques zaporogues n'hésitent pourtant pas à changer leurs alliances. Lorsque, dirigés par Bohdan Khmelnytsky*, ils déclenchent une immense révolte antipolonaise en 1648, c'est grâce à leur alliance avec les Tatars qu'ils obtiennent tout d'abord des succès importants. Mais cette entente est fragile, et en 1654, Khmelnytsky se place finalement sous la protection de la Moscovie. Au terme d'une longue guerre impliquant Russes, Polonais, Tatars et Ottomans, l'Ukraine est « partagée » en 1667 à Androusovo : rive droite du Dniepr à la Pologne-Lituanie, rive gauche à la Moscovie.

Ces événements sont fondamentaux pour les Tatars de Crimée. En effet, la Moscovie, qui détient des garnisons non loin des frontières du khanat, convoite les rives de la mer Noire. La pression russe ne cessera désormais plus. En paix avec la Pologne, Moscou a rallié la coalition européenne contre l'Empire ottoman et, en 1687, les Russes envahissent brièvement le khanat avec le soutien des cosaques zaporogues. L'affaiblissement de la Sublime Porte, conséquence de ses défaites contre la coalition européenne (Traité de Karlowitz en 1699 et de Constantinople en 1700), signe aussi celui du khanat de Crimée, confronté à la puissance grandissante de la Moscovie. Si le protectorat ottoman est confirmé après la guerre austro-russo-turque de 1736-1739, les Russes occupent la Crimée durant la guerre russo-turque de 1768-1774 et imposent l'indépendance du khanat à l'Empire ottoman. Cette indépendance ne marque en réalité que le passage d'un protectorat à un autre : en 1778, Catherine II fait déporter environ 31 000 Grecs et Arméniens de Crimée. Cette décision, étonnante à première vue, affaiblit le khanat, au sein duquel les Grecs et les Arméniens jouaient un rôle économique central. De plus, elle permet de peupler les territoires

gagnés à la suite de la guerre russo-turque : les colons grecs fonderont la ville de Marioupol, alors que les Arméniens s'installeront près de Rostov, sur le Don. Peu après, en 1783, bafouant les clauses du Traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774) signé avec l'Empire ottoman, la Russie annexe formellement la Crimée. La volonté russe d'accéder aux terres fertiles du sud et à la mer Noire est accomplie, et le destin de la péninsule a définitivement basculé.

LA CRIMÉE DANS L'EMPIRE RUSSE

Catherine la Grande n'éprouve guère de difficultés à justifier cette annexion. Tout d'abord, il s'agit en quelque sorte d'un trophée de guerre. En effet, comme elle l'écrit dans son manifeste publié en 1783, la victoire sur la Porte ottomane « nous a donné le droit de conserver la Crimée ». Par ailleurs, elle estime que les Tatars n'ont pas su faire bon usage de la liberté et de l'indépendance accordées par la Russie quelques années auparavant. Il régnait, dit-elle, une agitation incessante aux frontières de l'Empire russe, ce qui rendait la sécurisation de la région très coûteuse. Enfin, l'impératrice en est persuadée : l'annexion de la Crimée profitera à sa population qui pourra enfin vivre en paix au sein de l'Empire russe.

S'il est permis de douter que la population tatare partage l'opinion de l'impératrice russe, l'annexion de la Crimée revêt en tout état de cause un caractère symbolique majeur pour la Russie. En effet, l'appartenance de la péninsule au monde gréco-romain lui permet de revendiquer une partie de ce prestigieux héritage. Une lettre de la tsarine, envoyée en 1785 au prince de Ligne, qui l'accompagna durant son fameux voyage de Crimée en 1787, illustre la façon dont elle perçoit sa nouvelle conquête territoriale :

Il y aurait du plaisir vraiment à être déesse si vous étiez Chancelier de l'Olympe. La Russie Blanche et la Tauride sont ma chose, je les ai données à la Russie. J'y distribue des terres à ceux qui m'ont bien servi et à mes amis aussi ; [...] j'ai ordonné au Maréchal Prince Potemkin, Gouverneur de la Province, de vous mettre en possession de l'endroit où Iphigénie desservait le Temple de Diane en Tauride. (Schiltz, 2010)

Aux yeux de l'impératrice russe, le passé tatar de la Crimée n'existe plus. Seul compte le passé gréco-romain, dans lequel la

Russie est désormais englobé. La Crimée sera d'ailleurs nommée, en 1802, « province [*gubernija*] de Tauride », à laquelle on intègre des territoires de l'Ukraine méridionale.

Monde antique, monde byzantin aussi, puisque l'annexion de la péninsule s'insère également dans le fameux « projet grec » de l'impératrice. Ce projet, dont le but était la résurrection d'un Empire byzantin orthodoxe, dont un tsar russe serait le souverain, ne sera jamais réalisé. Il en reste toutefois de nombreuses traces dans la toponymie de certaines villes qui, à la fin du XVIII^e siècle, prennent – ou retrouvent, lorsqu'elles existaient déjà – des noms grecs, tant en Crimée que dans les régions avoisinantes prises aux Ottomans et aux Tatars de Crimée. Sébastopol signifie « cité majestueuse (ou impériale) » en grec, alors qu'Odessa est nommée d'après le nom d'une ancienne petite localité grecque située non loin, Odessos, dont le nom est féminisé par Catherine II pour l'occasion. On peut encore mentionner Kherson, appelée ainsi en l'honneur de l'antique Chersonèse, même si le nouveau port ne correspond pas à la topographie ancienne, mais aussi Marioupol, Nikopol, Simferopol, Evpatoria, Ovidiopol, Tiraspol... Si Constantinople ne sera jamais russe, le port de Sébastopol, qui marque les débuts de la flotte de la mer Noire, constitue désormais un avant-poste menaçant face à l'Empire ottoman.

Après l'annexion de la Crimée, les structures politiques, militaires et administratives du khanat sont supprimées, mais le pouvoir tsariste garantit le statut de la noblesse tatare, et il accorde aux oulémas une instance de représentation, le Conseil spirituel musulman, qui veille sur la vie religieuse de ses fidèles. L'exode des Tatars, qui commence dès 1783, perdurera jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En effet, soumis à la pression de la colonisation – slave pour l'essentiel, mais aussi étrangère –, à des vexations diverses, à la politique de russification, et profitant peu de l'industrialisation croissante de la région dès le milieu du XIX^e siècle, les Tatars émigrent par vagues successives, essentiellement dans l'Empire ottoman. Si après la guerre de Crimée (1854-1856), la population tatare représente encore le 50 % de la population de la péninsule, à la fin du XIX^e siècle, elle n'en forme plus que le tiers. La Crimée est devenue une terre majoritairement slave. Depuis le milieu du XIX^e siècle, elle est aussi un lieu de villégiature privilégié par la famille impériale et l'aristocratie russe, qui aime venir se reposer dans les palais qu'elle se fait construire aux alentours de Yalta.

Au début du XX^e siècle, la Crimée est emportée dans le destin tumultueux de l'Empire russe: Révolution de 1905, Première Guerre mondiale, Révolutions de février et d'octobre 1917, guerre civile. C'est aussi l'occasion pour les Tatars de Crimée, au lendemain de la Révolution de février, de former un Comité exécutif provisoire musulman représentant leurs intérêts, puis, à la veille d'Octobre, de créer leur première assemblée politique, le *Kouroultai*, et au lendemain d'Octobre, une éphémère République populaire de Crimée. Dès avril 1918, en vertu du Traité de Brest-Litovsk signé en février, les Allemands pénètrent en Ukraine, d'où ils délogent les bolcheviks. Ils font de même en Crimée, où les bolcheviks avaient pris le pouvoir en janvier, mais ils sont défaits en novembre 1918. La Crimée est déchirée par la guerre civile, jusqu'à ce qu'en novembre 1920, les bolcheviks forcent l'isthme de Perekop pour éliminer le dernier bastion des Blancs. L'évacuation par la mer vers la Turquie des soldats du général Wrangel, ainsi que d'environ 150 000 civils, consacre définitivement la victoire bolchevique en Crimée.

LA CRIMÉE SOVIÉTIQUE

En décembre 1922, les territoires contrôlés par les bolcheviks sont regroupés dans une Union des Républiques socialistes soviétiques qui comporte, à ses débuts, la Russie (qui comprend des républiques et des régions autonomes), l'Ukraine, la Biélorussie (Belarus) et la Transcaucasie. La République socialiste soviétique autonome de Crimée a été créée peu auparavant, en octobre 1921, au sein de la Russie soviétique. La construction de l'URSS repose sur différents territoires, définis selon plusieurs données, en particulier linguistiques et culturelles. Les Tatars étant minoritaires sur leur territoire, le gouvernement soviétique les reconnaît comme une des nationalités titulaires de la République autonome de Crimée, aux côtés des Russes. Le russe et le tatar sont érigés en langues officielles de la République. Durant toutes les années 1920, le pouvoir soviétique applique une politique souple des nationalités, dans le but de rallier les non-Russes à l'État soviétique. Cette politique d'« indigénisation » [*korenizatsiia*] permet en Crimée le développement d'une littérature et d'une presse en tatar, mais aussi l'accès des élites tatars à de hauts postes administratifs. À cette période « libérale » succède toutefois une politique plus répressive à l'égard des non-Russes d'Union soviétique, sur fond de « construction du socialisme

Le film d'Ivan Kaveridze, *Perekop* (Odessa, « Ukraïnfilm », 1930) a été réalisé pour commémorer les dix ans de la conquête bolchevique de la Crimée. Affiche par Iosip Kouzkovsky.

dans un seul pays», de collectivisation forcée et d'industrialisation effrénée. Or, cette nouvelle politique implique de briser toute résistance, en particulier celle des non-Russes, dont les revendications nationales irritent de plus en plus les dirigeants à Moscou. Comme d'autres nationalités, les Tatars de Crimée ne sont pas épargnés par les purges staliniennes des années 1930. Le pire est toutefois à venir. En automne 1941, les troupes allemandes occupent la Crimée qui n'est reconquise par les Soviétiques qu'au printemps 1944. Staline ordonne alors de déporter les Tatars de Crimée, accusés collectivement d'avoir collaboré avec «l'envahisseur germanofasciste». La «rafle-déportation» de la population tatare commence la nuit du 18 mai 1944 et s'achève au soir du 20 mai. En trois jours, plus de 180 000 Tatars sont expulsés de leurs terres, envoyés dans des wagons à bestiaux, majoritairement en Asie centrale. Une partie d'entre eux (entre 20 % et 50 % selon les estimations) périt, durant le voyage puis en déportation. Là, privés de leurs droits, ils sont assignés à un lieu de résidence, dont ils ne peuvent s'éloigner sous peine de travaux forcés et où ils travaillent dans des fermes collectives et des fabriques. Si d'autres peuples non russes d'URSS ont, pour certains dès avant la guerre, et jusqu'en 1944, également été réprimés (notamment les Coréens, les Allemands, les Kalmouks, les Balkars, les Ingouches, les Karatchaïs, les Tchétchènes et d'autres minorités de Crimée et du Caucase), le cas des Tatars de Crimée est particulier. En effet, dès l'achèvement de la «rafle-déportation», le pouvoir soviétique réalise une véritable opération de «détatarisation de la Crimée» (Dufaud, 2011). La République autonome de Crimée est abolie, transformée en simple région rattachée à la Russie soviétique. La «détatarisation» s'étend aux monuments tatars, en partie détruits, et aux noms des localités, dont plus d'un millier est russifié entre 1944 et 1948. Plus rien ne s'oppose désormais à l'arrivée des colons slaves dans une Crimée vidée de sa population tatare, privée de son histoire, et de sa mémoire. D'autres «peuples punis» sont réhabilités après le XX^e congrès du Parti communiste de l'URSS (1956) et la dénonciation des crimes de Staline, et leurs Républiques autonomes, à l'image de la Tchétchénie-Ingouchie, sont rétablies. Cependant, les Tatars de Crimée doivent attendre 1967 pour être réhabilités, sans toutefois obtenir le droit au retour. Ils n'obtiendront ce droit qu'en 1989, lorsque, dans la foulée des réformes de Mikhaïl Gorbatchev, la déportation des Tatars de Crimée est décrétée illégitime par le pouvoir soviétique. Leur retour, massif, génère alors d'innombrables

difficultés : rien n'est prévu pour les accueillir, et la population slave de la péninsule ne cache pas son hostilité.

CRIMÉE UKRAINIENNE, CRIMÉE RUSSE

Alors que les retours des Tatars en Crimée s'intensifient dès 1989, ce ne sont pas les Russes qui gèrent ce problème, mais les Ukrainiens. En effet, la Crimée ne fait plus partie de la République soviétique de Russie depuis plus de trente ans. En 1954, la péninsule de Crimée a été attribuée à la République soviétique d'Ukraine. Dans son décret, le Praesidium du Soviet suprême évoquait la proximité de la Crimée et de l'Ukraine, ainsi que leurs « liens économiques et culturels ». Telle est la seule explication officielle du transfert de la Crimée à l'Ukraine. Toutefois, la même année se déroulaient les importantes festivités du tricentenaire du Traité de Pereïaslav de 1654, qui avait marqué, selon la terminologie soviétique, la « réunification de la Russie et de l'Ukraine ». L'attribution de la Crimée à l'Ukraine était donc aussi, pour les autorités, un « témoignage de la confiance et de l'affection sans limite du peuple russe à l'égard du peuple ukrainien » (Armandon, 2013). Certains historiens ont interprété les choses différemment : pour Orest Subtelny par exemple, le transfert de la Crimée contribuait à aggraver les problèmes économiques et politiques de la République soviétique d'Ukraine. Tout d'abord, la déportation des Tatars de Crimée en 1944 avait causé « un chaos économique dans la région, et c'était maintenant le budget de Kiev qui devait compenser les pertes ». Par ailleurs, la péninsule étant en 1954 déjà majoritairement peuplée de Russes, son entrée dans l'Ukraine soviétique contribuait à la russification de cette dernière (Subtelny, 1988). D'autres encore ont replacé l'attribution de la Crimée à l'Ukraine dans le contexte de la lutte pour la succession de Staline. Khrouchtchev ayant dirigé l'Ukraine soviétique de 1938 à 1949, sa nomination aux plus hautes charges de l'État soviétique était soutenue par de nombreux membres de l'appareil du parti ukrainien, dont certains ont d'ailleurs occupé des postes importants à Moscou (Kappeler, 1997). En tout état de cause, les historiens s'accordent généralement pour dire que quelle que soit l'explication, personne, à l'époque des faits, n'avait mesuré les conséquences futures de cette décision. De fait, dans le cadre de l'URSS, le rattachement d'un territoire à l'une ou l'autre des 15 Républiques soviétiques n'avait guère d'incidence concrète.

Décret sur le transfert de la Crimée à l'Ukraine soviétique (1954).

De 1954 à 1991, le destin de la Crimée a épousé celui de l'Ukraine soviétique. Après la chute de l'URSS, le président russe Boris Eltsine a reconnu l'indépendance de l'Ukraine dans ses frontières soviétiques. Toutefois, les années qui suivent sont jalonnées de crises, entre le pouvoir central ukrainien et la péninsule d'une part, entre l'Ukraine et la Russie de l'autre. Ainsi, en 1992, le Parlement russe remet en cause la validité du transfert de la Crimée à l'Ukraine en 1954. Localement, la tension est grande entre des mouvements nationalistes russes en plein essor et la communauté tatare qui se reconstitue : en été 1991 déjà, le *Medjlis*, comité exécutif du *Kouroultai*, seconde Assemblée tatare convoquée après celle de 1917, a été désigné comme le seul représentant des Tatars de Crimée. En 1997, l'engagement des présidents russe Boris Eltsine et ukrainien Leonid Koutchma permet la signature d'un accord au sujet du partage de la flotte de la mer Noire et du port militaire de Sébastopol (il sera renouvelé pour vingt-cinq ans en 2010). La Russie réaffirme sa reconnaissance des frontières de l'Ukraine et du statut de la Crimée en tant que

République autonome; un statut que la péninsule avait obtenu en 1991 de la part de l'Ukraine indépendante, qui est pourtant un État unitaire. Ces accords de 1997 marquent la fin d'une période de confrontation, mais ils garantissent aussi une forte présence militaire russe en Crimée, ce qui, en Ukraine, est perçu comme une menace pour l'intégrité du pays. Si, durant toutes les années 2000, crises, conflits et accords divers se succèdent, plusieurs sondages montrent qu'une majorité de la population de la péninsule rejette l'idée d'une séparation de la Crimée de l'Ukraine, l'établissement d'un État indépendant ou le rattachement à la Russie (Armandon, 2013). Quant aux Tatars, ils s'opposent fermement, depuis 1991, aux intentions sécessionnistes en Crimée, et ce malgré le peu d'intérêt que le pouvoir ukrainien manifeste pour la « question tatare » en général et pour leurs conditions socio-économiques difficiles en particulier. Dès le début des années 1990, les revendications des Tatars ont porté tant sur leur meilleure intégration en Crimée que sur « la réparation dans le présent des conséquences de la déportation et de la non-réhabilitation » (Campana, 2009). Toutefois, à la différence de la Grande Famine* de 1932-1933, la question de la déportation de la population tatare de Crimée en 1944 a toujours peu préoccupé le pouvoir ukrainien.

La voix des Tatars ne pèsera pas lourd en février-mars 2014, lorsque le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovytch déclenche un mécanisme dont on ne connaît pas encore tous les ressorts. Le nouveau pouvoir ukrainien est accueilli en Crimée par une mobilisation sous le signe du ruban de Saint-Georges (voir 8-9 Mai*). Des soldats sans insignes, les « petits hommes verts », soutiennent ce mouvement et, en fait, occupent la péninsule. Le parlement local vote l'indépendance le 11 mars. Vladimir Poutine prononce une allocution sur l'intégration de la péninsule à la Russie deux jours après le référendum du 16 mars, à la suite duquel la Crimée est retournée dans le giron russe. Le destin de la péninsule a, une fois encore, basculé.

HISTOIRE, MÉMOIRE, PROPAGANDE

Comme l'expliquait le président russe au Kremlin dans son allocution, « la Crimée est un alliage unique de cultures et de traditions de différents peuples. C'est en cela qu'elle ressemble tant à la Grande-Russie, où, durant les siècles, aucun groupe ethnique ne s'est dissous, ni n'a disparu. Russes, Ukrainiens, Tatars de Crimée

«1944. Libération de la Crimée des occupants fascistes. 2014. Retour de la Crimée au sein de la Russie» (avec banderole visible « Nous faisons confiance à Poutine»), Irkoutsk, 2014. © Iacopo Adda et Annick Valleau.

et représentants d'autres peuples ont vécu et ont œuvré côte à côte sur la terre de Crimée, en conservant leurs particularités, leurs traditions, leur langue et leur foi.» Voilà qui n'a guère dû plaire aux Tatars de Crimée, qui savent, eux, ce que la domination russe leur a coûté. La majorité d'entre eux a d'ailleurs vu d'un mauvais œil la mainmise russe sur la péninsule en 2014. Quant au leader historique des Tatars de Crimée, Moustafa Djemilev, dont toute la famille fut déportée en 1944 et qui, comme de nombreux autres Tatars, était retourné en Crimée en 1989, il a, à la suite de son appel à boycotter le référendum de mars 2014 depuis la Turquie où il se trouvait, été interdit d'entrée dans la péninsule.

Malgré le discours de Vladimir Poutine soulignant le caractère multiethnique de la péninsule, pour une majorité écrasante de Russes – et pour le président lui-même –, la Crimée est une terre «historiquement russe». Comme il l'a évoqué dans son allocution, pour comprendre les résultats du référendum, «il suffit de connaître l'histoire de la Crimée et de savoir ce qu'ont signifié et signifient la

Russie pour la Crimée et la Crimée pour la Russie. Tout, en Crimée, évoque notre histoire et notre fierté communes. » Une histoire qui a commencé, on l'a vu, à la fin du XVIII^e siècle par une annexion qui engendra un exode des Tatars. Devenue dès le milieu du XIX^e siècle déjà une Riviera russe réputée pour son climat méditerranéen, ses fruits et son vin, et au XX^e siècle le centre névralgique du tourisme soviétique de masse, la Crimée a rapidement inspiré les plus grands écrivains et artistes russes : Alexandre Pouchkine (*La Fontaine de Bakhtchisarai* [*Bahčisarajskij fontan*], 1824), Lev Tolstoï (*Les récits de Sébastopol* [*Sevastopol'skie rasskazy*], 1855-1856), Anton Tchekhov (*La Dame au petit chien* [*Dama s sobačkoj*], 1899), mais encore, plus tard, Aleksandr Kouprine, Maximilian Volochine, Vladimir Maïakovski, Marina Tsvetaeva, Anna Akhmatova, Maxime Gorki, Ivan Bounine, Konstantin Paoustovski, Vladimir Nabokov, etc. La Crimée a également inspiré les peintres, dont les plus célèbres sont Ivan Aïvazovski (1817-1900), grand peintre de la mer, né et mort à Feodossia et dont l'origine arménienne vient rappeler le passé multiculturel de la péninsule, ou encore Konstantin Korovine (1861-1939), connu pour ses toiles impressionnistes peintes à Gourzouf, où il avait acquis une maison à côté de celle de Tchekhov. Mais surtout, pour les Russes, la Crimée est devenue au fil du temps un véritable « lieu de mémoire ». Le siège de Sébastopol durant la guerre de Crimée (1853-1856) a marqué le début de la « mythologie » russe sur la Crimée, qui moins de septante ans auparavant était encore tatare, mais qui fut défendue comme l'aurait été Moscou, le cœur de la Russie. *Les Récits de Sébastopol* dépeignent le courage héroïque des soldats et des civils russes, leurs souffrances et leurs sacrifices pour la défense de la ville. La mémoire du long siège de Sébastopol ancre profondément la Crimée dans l'histoire russe. Cette image d'une péninsule héroïquement défendue par les Russes se renforce encore après le siège de Sébastopol durant la Seconde Guerre mondiale. La ville tombe finalement aux mains des Allemands en juillet 1942, mais au prix de lourdes pertes. Sébastopol acquerra d'ailleurs en 1945 le statut de « Ville héros ». Pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historien soviétique Evguéni Tarlé, spécialiste de la guerre de Crimée, Sébastopol est la « cité de la gloire russe » [*gorod russkoj slavy*]. Il est d'ailleurs significatif que ce soit à Yalta, dans le palais de Livadia, résidence du tsar Nicolas II, qu'ait été organisée la rencontre des « Trois Grands » en février 1945. La Crimée est désormais intimement associée à la victoire soviétique,

et peu importe que quelques mois auparavant se soit déroulé, dans la péninsule, le terrible drame de la déportation de la population tartare. En 2005, à l'occasion du 60^e anniversaire de la Conférence de Yalta, un monument représentant Churchill, Roosevelt et Staline avait été réalisé par le sculpteur Zourab Tsereteli. Face aux protestations d'une partie de la population locale – des Tatars en particulier –, les autorités ukrainiennes avaient finalement abandonné ce projet. Or, signe du changement, en 2015, pour le 70^e anniversaire de la conférence, dans la Crimée désormais russe, le gigantesque monument en bronze de dix tonnes représentant les trois hommes a été inauguré à Yalta. Enfin, durant les événements de 2014, le pouvoir russe a explicitement associé le « retour de la Crimée en Russie » à la « libération de la Crimée des agresseurs fascistes » en 1944.

Quelle mémoire les Ukrainiens peuvent-ils proposer face à l'imposant récit russe sur la Crimée ? Selon la plus ancienne chronique slave orientale, le *Récit des temps passés* [*Povest' vremennyh let*], la conversion au christianisme du prince Vladimir (Volodymyr en ukrainien) eut lieu au tout début de l'année 988 dans la cité grecque de Cherson, en Crimée. De retour à Kiev (Kyiv), le prince fit détruire les idoles qu'il avait précédemment fait ériger, puis ordonna à la population de la ville de se faire baptiser collectivement dans le Dniepr. Toutefois, la conversion en Crimée du prince de Kiev, considéré comme ukrainien en Ukraine, est revendiquée comme récit national par les Russes également. D'ailleurs, en 2016, Vladimir Poutine et le patriarche Cyrille ont inauguré près de la place Rouge une statue colossale de Vladimir, présenté dans leurs discours comme le fondateur de la nation russe. La longue coexistence, tantôt conflictuelle, tantôt pacifique, entre les cosaques et les Tatars dans les steppes du sud aurait pu permettre l'émergence d'un récit « ukraino-tatar ». Le film *Mamai* d'Oles Sanin (2003), fondé sur le folklore ukrainien et tatar, dépeint l'amour entre un cosaque fugitif et une jeune Tatar qui le sauve d'une mort certaine, symbole d'une possible union – et fusion, puisque de leur union naît un enfant – entre les communautés tatares et ukrainiennes. Toutefois, les alliances militaires des cosaques orthodoxes avec les Tatars musulmans – en particulier celle de Bohdan Khmelnytsky en 1648 –, soulignées par plusieurs historiens ukrainiens, ne sont guère représentées dans la littérature et la peinture ukrainiennes. En ce qui concerne l'art monumental représentant des cosaques ukrainiens en Crimée, on peut mentionner la sculpture

de l'hetman Petro Konachevytch-Sahaïdatchny (mort en 1622), érigée à Sébastopol en 2008. Elle a toutefois été démontée après l'annexion de la Crimée en 2014, sous prétexte qu'elle ne présentait pas une valeur historique pour la ville. La sculpture a finalement été envoyée en Ukraine, où elle a été installée en 2015 sur une place de la ville de Kharkiv. Enfin, la littérature ukrainienne a elle aussi rendu hommage à la Crimée. En témoignent le cycle de poèmes *Souvenirs de Crimée [Krim's'ki spogadi]* (1890-1891) de la grande poétesse ukrainienne Lessia Oukraïnka, et les nombreuses nouvelles de l'écrivain Mykhailo Kotsioubynsky (1864-1913). Mais cela ne suffit pas pour concurrencer la puissante mythologie russe sur la Crimée, d'autant plus que depuis 1991, l'Ukraine n'a guère réussi à ancrer, même symboliquement, la péninsule criméenne dans la « carte mentale » de l'Ukraine. Reste donc, pour l'Ukraine, l'argument du caractère illégal de l'annexion. Elle rappelle en effet qu'en 1994, la Russie, aux côtés des États-Unis et du Royaume-Uni, s'était engagée à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine (Crimée y compris), en échange de son adhésion au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et de la destruction des armes nucléaires dont elle disposait (mémoire de Budapest). L'Ukraine est soutenue en cela par une grande partie de la communauté internationale. Mais en Russie, la question de l'inviolabilité des frontières importe peu au regard de ce que de nombreux Russes considèrent être leur droit historique sur la péninsule. La Crimée, dont l'histoire devrait pourtant rendre vaine toute tentative d'ancrage dans un récit national unique, empêchera ainsi pendant longtemps encore toute réconciliation russo-ukrainienne. Quant aux Tatars toujours présents sur la terre de leurs ancêtres, leur avis ne compte guère.

BIBLIOGRAPHIE

- ARMANDON Emmanuelle (2013), *La Crimée entre Russie et Ukraine. Un conflit qui n'a pas eu lieu*, Bruxelles: Bruylant.
- CAMPANA Aurélie, DUFAUD, Grégory, TOURNON, Sophie (dir.) (2009), *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- DENIS Juliette (2009), «De la condamnation à l'expulsion: la construction de l'image de collaboration de masse durant la Grande Guerre patriotique», in Campana et al., *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- DUFAUD Grégory (2011), *Les Tatars de Crimée et la politique soviétique des nationalités*, Paris: Non Lieu.
- KAPPELER Andreas (1997), *Petite histoire de l'Ukraine* (traduit de l'allemand par Guy Imart), Paris: Institut d'études slaves.
- KENT Neil (2016), *Crimea. A History*, Londres: Hurst.
- LEBEDYNSKY Iaroslav (2014), *La Crimée, des Taures aux Tatars*, Paris: L'Harmattan.
- MAGOCSI Paul Robert (2014), *This Blessed Land. Crimea and the Crimean Tatars*, Toronto: the University of Toronto Press.
- PLOKHY Serhii (2000), «The City of Glory: Sevastopol in Russian Historical Mythology», *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 3, pp. 369-383.
- SASSE Gwendolyn (2007), *The Crimea Question: Identity, Transition, and Conflict*, Cambridge (MA): Harvard University Press.
- SCHILTZ Véronique (2010), «Catherine II, les Turcs et l'antique», *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 154^e année, n° 1, pp. 233-275.
- SUBTELNY Orest (1988), *Ukraine: a History*, Toronto: the University of Toronto Press.
- TARLE Evgenij (1954), *Gorod russkoj slavy. Sevastopol v 1854-1855 gg.* [La ville de la gloire russe. Sébastopol en 1854-1855], Moscou: Voenizdat.